

TRANSNATIONAL MIGRANTS COORDINATION

JOURNAL 2020

**NOTRE LIBERTÉ
AU SEIN
ET AU-DELÀ DES
FRONTIÈRES DE
L'EUROPE**



**17 OCTOBRE
JOURNÉE DE LUTTE
TRANSNATIONALE DES
MIGRANTES**

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	3
LES TRAVAILLEUSES MAROCAINES À L'ÉTRANGER: ENTRE LE MARTEAU DE LA PAUVRETÉ ET L'ENCLUME DU TRAVAIL FORCÉ Mosawate Égalité, Morocco	5
BOX: QU'EST-CE QUE C'EST LE SYSTÈME DUBLIN?	9
CONTRE LE CHANTAGE DES DOCUMENTS ET DU TRAVAIL. UNE LUTTE COMMUNE POUR NOTRE LIBERTÉ Femmes en grève à l'hôtel Ibis, France	10
SUR LES PROBLÈMES DES MIGRANTS ET DES RÉFUGIÉS EN TURQUIE ET QUELQUES IDÉES DE SOLUTIONS IHDK Assemblée Migration et HDP Commission pour les Migrants, Turkey	13
NOTRE CHAMP DE BATAILLE : UN PERMIS DE SÉJOUR EUROPÉEN, ILLIMITÉ ET SANS CONDITIONS Coordinamento Migranti, Italy	15
NO BORDERS BALKANS Infokolpa - Balkanroute, Slovenia	18
LUTTES LOCALES, LUTTES COMMUNES Red Solidaria de Acogida, Spain	22
LA MARCHÉ NATIONALE DES SANS-PAPIERS EN FRANCE Collective of immigrants in France (CIF), France	23
ÉGAUX, ÉGALES, PERSONNE N'EST ILLEGALE Collectif des sans papiers de Marseille 13, France	24
À PROPOS DES CONTRIBUTEURS	27
CONTACTS	28

Ce journal est le premier résultat public de la Coordination Transnationale des Migrants (CTM). Le journal est le fruit de plusieurs mois de lutte et de communication entre les collectifs de migrants et de non-migrants. La TMC est née des luttes et de la nécessité de surmonter l'isolement en temps de pandémie, en rassemblant des collectifs organisés de migrants de toute l'Europe, du Maroc et de la Turquie dans la première tentative d'organisation transnationale des migrants. Après avoir promu deux journées d'action en mai et juin, le TMC a lancé pour le 17 octobre une journée transnationale de lutte des migrants. En ce jour où des centaines de milliers de migrants et de sans-papiers vont converger à Paris depuis toute la France, nous appelons tous les migrants, réfugiés, demandeurs d'asile, collectifs, groupes et solidaires, à manifester dans toute l'Europe et au-delà. Il est temps de reprendre la vie des migrants.

Les articles de ce journal montrent qu'une voix collective transnationale s'élève dans les luttes de ces mois-ci à travers et contre l'Europe et ses frontières. Les contributions viennent de la France, du Maroc, de l'Italie, de la Turquie et de la Slovénie. Ces pays occupent **des positions différentes dans un système de racisme institutionnel, où les lois nationales et les accords internationaux se coordonnent pour imposer de conditions d'exploitation**, de confinement et de violence patriarcale intolérables. L'espace transnational est avant tout façonné par les migrants eux-mêmes, qui continuent à lutter à travers les frontières et contre les lois d'immigration et d'asile que les gouvernements utilisent pour apprivoiser la liberté des migrants.

Partout dans le monde, la bureaucratie et la loi sont des instruments aux mains des employeurs, visant à garantir la possibilité d'exploiter la main-d'œuvre migrante et, par là même, à imposer des conditions dures à tous les travail-

leurs. Mais partout dans le monde, les migrants luttent, dans leur vie quotidienne et sur leur lieu de travail contre ce système raciste. Ce journal vise à mettre en évidence les liens entre les luttes locales et la potentialité de l'organisation transnationale.

Comme le montrent les articles, **les migrants utilisent en fait différentes stratégies : des grèves de la faim aux manifestations et protestations, en passant par les luttes sur les lieux de travail ou au sein des familles**. Cependant, ces stratégies sont souvent limitées à un seul endroit ou à des conflits localisés. Mais le système auquel les migrants sont confrontés ne s'arrête pas aux frontières nationales et la liberté pour laquelle ils se battent ne peut pas être confinée à un seul espace ou à un conflit particulier. **Même si certains problèmes doivent être résolus au niveau local, et que les gouvernements, les institutions et les employeurs doivent être tenus responsables de leurs actes, lorsqu'il s'agit de la vie des migrants contre tout un système d'exploitation et de racisme généralisé, notre liberté doit être poursuivie au niveau transnational**. Nos alliés sont les autres migrants à travers les frontières nationales, et ensemble nous pouvons rassembler la force dont nous avons besoin pour vaincre notre lutte.

La pandémie du covid-19 a accru la pression sur les migrants. La mobilité transnationale a été restreinte ; les frontières sont devenues encore plus violentes, la bureaucratie quotidienne a montré comment le racisme institutionnel dirige le comportement des administrations publiques contre les besoins des migrants. **Les migrants, en particulier les femmes, ont continué à faire les travaux essentiels lorsque le monde entier était en confinement**. À cet égard, l'émergence du Covid-19 a révélé l'hypocrisie des gouvernements européens en matière de migration et de frontières. Elle a également montré que

leurs vies étaient considérées comme "sacrifiables" car, même s'ils effectuaient tous les travaux essentiels, leur vie n'était pas considérée comme suffisamment essentielle pour être protégée par les mesures anti-Covid ou les aides d'État offertes aux citoyens. Les seuls services et mesures fournis aux migrants par les gouvernements étaient directement proportionnels aux marges de profit du patron.

Certains gouvernements européens ont signé des accords bilatéraux avec les pays d'Europe de l'Est pour ouvrir aux travailleurs migrants leurs frontières "normalement" fermées. Certains pays européens ont mis en place des "régularisations" de permis de séjour limités pour embaucher des ouvriers agricoles saisonniers et du personnel soignant, laissant de nombreux autres migrants sans les papiers. **La pandémie a suspendu la vie pendant la quarantaine ; pour les migrants et les demandeurs d'asile, ce n'était pas quelque chose de nouveau.** Comme il ressort des articles, si le travail des migrants est essentiel pour l'économie, la grève est notre arme essentielle à la fois contre l'exploitation, la violence et le racisme institutionnel, pour réclamer ce dont nous avons besoin.

Ce journal montre que dans tous les pays, qu'ils soient en Europe ou hors d'Europe, **les migrants sont confrontés au lien entre leur statut juridique, le permis de séjour, et une série de conditions dépendant du travail, des revenus, de la famille et de leur état d'origine.** Qu'ils soient explicitement exploités par contrat ou piégés dans le filet de la bureaucratie et des règles appliquées arbitrairement à leur rencontre, tous les migrants sont confrontés à ce problème. **Dans ce contexte, les violences racistes et patriarcales contribuent à imposer les pires conditions aux migrants,** en particulier aux femmes migrantes, pour qui le regroupement familial signifie la dépendance des documents de leur mari.

Contre tout cela, **nous demandons des documents pour tous les migrants, et nous affirmons que ces documents ne doivent pas dépendre du travail, des revenus ou des liens**

familiaux. Si cela est une revendication générale de tous les migrants, nous réclamons également un permis de séjour européen sans conditions, valable dans toute l'Europe, détaché du contrat de travail, du revenu, du salaire et de la famille.

Cette revendication est un moyen de donner du pouvoir et de connecter tous les migrants dans leurs luttes quotidiennes, au sein et au-delà de l'Europe : elle résonnera dans la journée transnationale de lutte des migrants du 17 octobre, lorsque les migrants descendront dans les rues de Paris et que des manifestations et des actions seront organisées dans de nombreux autres pays. **Un permis de séjour européen inconditionnel est le seul moyen de démanteler le jeu des gouvernements nationales et de la Commission européenne contre les migrants.** Alors qu'ils continuent à produire des hiérarchies, en essayant d'arrêter les migrants à la frontière, en les poursuivant violemment le long de la route des Balkans ou en les laissant mourir en mer, en séparant arbitrairement les migrants économiques des demandeurs d'asile et en les confinant dans des camps inhumains, nous revendiquons le droit d'entrer et de circuler dans l'UE en toute sécurité et sans chantage. **Un permis européen sans conditions vise également à démanteler le système de Dublin et toute autre idée consistant à traiter les migrants comme des colis à trier à la merci des gouvernements européens.** Le mouvement transnational des migrants doit également revendiquer la liberté contre les nouvelles réformes annoncées par le président de la Commission européenne : nous n'accepterons aucun gouvernement de notre vie et de notre avenir. Cette manifestation transnationale est aussi notre réponse à la révolte appelée par les migrants piégés à Lesbos : après l'incendie de la Moria, nous n'avons pas besoin d'être relogés, nous ne voulons pas d'autre camps. Nous voulons la liberté au sein et au-delà des frontières de l'Europe, nous voulons un permis européen inconditionnel pour que tous et toutes puissent circuler librement et lutter contre la violence et l'exploitation.

Les travailleuses marocaines à l'étranger: entre le marteau de la pauvreté et l'enclume du travail forcé

Mosawate Égalité, Morocco

Les raisons de l'immigration

L Il existe de nombreuses formes et différentes raisons pour lesquelles les gens émigrent. Les récentes vagues d'immigration sont dues à la crise économique. Les programmes d'ajustement structurel et les politiques d'austérité ont réussi à aggraver la crise sociale, en particulier dans les pays soumis à la protection des institutions financières internationales et au contrôle des sociétés commerciales transcontinentales. La pauvreté, le chômage et la détérioration des conditions de vie individuelles et collectives sont les pires manifestations de cette crise et les plus étroitement liées aux récentes vagues d'immigration. Face à l'incapacité de l'État à assurer des conditions de vie minimales et à des horizons bloqués, il n'y a pas d'autre choix que de conduire les bateaux de la mort à la recherche de la vie. Dans le dictionnaire des services de sécurité des pays d'asile, on appelle cela le déplacement forcé, l'immigration clandestine.

♦ Chômage

Le chômage augmente au fur et à mesure que l'économie se contracte, ce qui resserre les vis sur les groupes vulnérables, et à travers eux le système absorbe le reste des moyens de subsistance et la continuation de la vie. Les femmes et les jeunes constituent les groupes les plus vulnérables avec des taux alarmants chez les femmes : 14,7 contre 10,5 pour les hommes ces dernières années, et le taux d'emploi des femmes ne dépasse pas 22 % contre 66 % pour les hommes. Cette crise n'est plus une affaire secrète. Le roi a reconnu l'échec du modèle de développement et le Fonds monétaire international a ap-



pelé à une réduction des niveaux de chômage : <octobre 2017>, mais ces aveux ne sont pas une issue et ne s'arrêtent pas aux causes de l'échec. Les institutions internationales qui appellent à la réduction du chômage sont ce qui empêche les modèles de développement indépendants basés sur la satisfaction des besoins de la population et en premier lieu des femmes les plus vulnérables aux conséquences des politiques libérales ultérieures.

♦ La pauvreté

La pauvreté n'est pas un destin inévitable, mais plutôt le résultat des catastrophes du capitalisme et une nécessité pour sa continuation. Du point de vue libéral, la pauvreté est déterminée par plusieurs critères, dont la nourriture, l'accès à l'éducation, à la santé et à l'eau potable et la stabilité des revenus sont autant de critères que le libéralisme adopte pour polir son image, alors que la définition marxiste la définit en répartissant les richesses entre les différentes classes sociales. Ces résultats sont plus graves au Maroc, qui dépasse les quatre millions de pauvres selon les statistiques officielles, et atteint la 78e place sur 115 pays dans le classement de la santé : un médecin pour 2 000 citoyens, manque de matériel

médical et de personnel de santé dans les hôpitaux, 75% des décès d'enfants surviennent dans les zones rurales et toutes les 10 heures, il y a le décès d'une femme enceinte. La pauvreté a toujours des conséquences désastreuses pour les femmes, en particulier les femmes rurales, car le chômage élevé, l'absence de revenus permanents et la détérioration des services sont des facteurs qui ont conduit à l'apparition de la malnutrition, à des épidémies, à une mortalité élevée, à une réticence à se marier, à un taux de divorce élevé, à l'analphabétisme, à une faible scolarisation et à la violence. En plus de cela, les politiques successives ont produit d'autres catastrophes, auxquelles on peut ajouter la tragédie de Bularlam (15 morts et 5 blessés), les décès aux points de passage de Ceuta et Melilla chaque année et le nouvel esclavage des travailleuses migrantes, phénomènes qui ont principalement touché les femmes et les ont poussées à chercher du travail en dehors de leurs frontières.

Le travail des travailleuses marocaines dans les pays d'immigration :

Si la pauvreté et le chômage sont des facteurs qui ont poussé les femmes à émigrer afin de chercher une vie décente pour elles-mêmes et leur famille, **alors les conditions de travail au sein d'un groupe de pays d'accueil ne sont pas en dehors du champ d'application du travail forcé et de l'esclavage.**

♦ Les travailleuses du secteur de la fraise en Espagne.

Depuis le début du troisième millénaire, le capitalisme cherche une main-d'œuvre économique, flexible et malléable, non qualifiée pour les syndicats. Pour faciliter cette tâche, elle a mis en place un nouveau système d'immigration temporaire avec des contrats uniquement pour les femmes. Ce système a introduit son programme au Maroc en 2006, en le basant sur la vulnérabilité comme mécanisme de sélection des groupes de femmes pauvres et

analphabètes pour assurer leur retour au Maroc après l'expiration du contrat. Depuis 2006, le programme est valable et les femmes marocaines travaillent dans les champs de fraises espagnols, mais ces dernières années, ce programme a eu un effet différent. Chaque année, l'Agence nationale pour la promotion du travail commence à enregistrer les femmes qui souhaitent travailler dans les champs espagnols entre le 29 janvier et le 2 février, une période courte qui ne permet pas aux nouvelles travailleuses de recueillir suffisamment d'informations sur la nature du travail dans les campagnes espagnoles. En 2019, 20 000 femmes ont bénéficié d'un emploi, ce qui est un chiffre élevé par rapport aux années précédentes. La raison de l'augmentation de ce nombre est l'accroissement des terres consacrées à la culture des fraises (6095 pour les fraises et 11 700 hectares pour les fruits à baies), et la crainte de perdre la récolte. La logique de la concurrence impose une réduction de la masse salariale par la pression salariale : les entreprises espagnoles du secteur de la fraise ne s'écartent pas de cette logique, **car la récolte des fraises exige de s'appuyer sur l'oppression patriarcale, l'exploitation des classes et l'émigration comme façade de la discrimination raciale, de drainer la violence et la domination à travers des décennies saisonnières**, d'incarner l'hégémonie dans ses diverses dimensions et d'intégrer l'exploitation des classes à l'oppression sexuelle et à la discrimination raciale. Les contrats s'étendent d'avril à juin et leur conclusion est soumise à certaines conditions, entre autres:

- * Expérience professionnelle dans la cueillette des fruits rouges
- * L'âge varie de 18 à 45 ans
- * L'exigence selon laquelle une travailleuse doit avoir des enfants de moins de 14 ans

- * Un engagement de retour au Maroc après l'expiration du contrat.

Outre ces conditions, la travailleuse marocaine ne bénéficie pas des droits prévus par le droit du travail comme son homologue espagnol, et l'État marocain n'a pas prêté attention à ces droits lors de la conclusion du contrat. Ce qui explique le travail de 10 heures par jour au lieu de six heures et demie pour un salaire ne dépassant pas 40 euros, le refus de la pension de vieillesse, salaire pour les heures travaillées et un logement décent. Malgré la conclusion du contrat de logement gratuit, une déduction de 3 euros par jour au titre du loyer, les violations ne se sont pas limitées aux conditions de travail injustes et à l'absence de loi, mais les ont plutôt étendues aux agressions sexuelles, y compris le viol, le harcèlement et les disparitions injustifiées. Dans ce contexte, un quotidien allemand a publié un rapport sur l'augmentation des cas d'avortement dans la région espagnole de Huelva, et le journal El País a publié un autre rapport décrivant les conditions des travailleuses marocaines comme un enfer. Ce qui a encouragé les travailleuses marocaines à porter plainte et à organiser des stands pour dénoncer le harcèlement sexuel, le viol et les violations sur leur corps, surtout après le témoignage choquant d'une travailleuse enceinte de six mois qui a subi une agression sexuelle, mais l'agence a agi contre la mobilisation des travailleuses en organisant un licenciement collectif, et le rapatriement des travailleuses au Maroc malgré le fait que la période légale des contrats n'a pas expiré.

Tout cela est passé par les yeux des autorités marocaines qui n'ont pas bougé le petit doigt: seulement la résistance des travailleuses, la solidarité des syndicats et associations espagnols, et les médias et réseaux sociaux qui ont empêché ce retour forcé et demandé une enquête sur cette affaire. Afin de tromper le public sur la réalité du travail dans

les campagnes espagnoles, les organisations patronales espagnoles n'hésitent pas à financer des programmes de propagande sur la "lutte contre la violence et le harcèlement sexuel", mais elles financent en même temps des articles de presse sur la "propagation de la prostitution chez les travailleuses migrantes". En ce qui concerne les autorités marocaines, elles ont nié la nouvelle, confirmant qu'une délégation s'est rendue sur place et a confirmé qu'aucun cas de harcèlement n'avait été examiné après avoir communiqué avec les travailleuses et qu'aucune plainte n'avait été enregistrée auprès des autorités espagnoles.

Cependant, avec la pandémie que le monde a connue depuis la propagation du virus Covid 19, l'accord pour l'approvisionnement des camps espagnols en travailleuses marocaines n'a pas été conclu. Après avoir été estimée à 30 000, elle s'est arrêtée à 7 100, et les conditions de quarantaine et la fermeture des frontières hispano-marocaines ont empêché l'arrivée de nouveaux arrivants. Ces travailleuses marocaines qui ont réussi à atteindre les territoires espagnols y ont été bloqués en raison de la quarantaine, les difficultés ont augmenté en raison de l'expulsion de leur domicile, les conditions de vie se sont compliquées, les temps d'attente se sont allongés et les économies ont été épuisées en raison des bas salaires et de leur suspension par l'arrêt des activités à la fin du mois de mai. Ensuite, le gouvernement marocain a refusé d'expulser les travailleuses marocaines par crainte d'infection, et le problème n'a été résolu qu'à la fin du mois de juillet et au retour du premier lot.

♦ **Les serveuses en Arabie Saoudite**

Dans le cadre de l'accord bilatéral entre le Maroc et l'Arabie Saoudite, le nombre de travailleurs marocains en Arabie Saoudite est de plus de 48 000, dont 15 000 femmes. L'Agence nationale pour l'emploi est la seule institution

dont le rôle d'intermédiaire est reconnu, mais d'autres agences individuelles s'acquittent de cette tâche sur le marché dit noir. Le droit du travail en Arabie saoudite est basé sur le système de parrainage (KAFALA) pour réglementer la relation entre employeur et employé. **Ce système permet à l'employeur de contrôler le travailleur étranger, de l'empêcher de détenir ou de demander un passeport et d'empêcher tout mouvement sans le consentement de l'employeur.** Elle permet également à l'employeur de contrôler le nombre et le niveau de la main-d'œuvre migrante et de considérer le travailleur comme un esclave plutôt que comme un travailleur, y compris l'abstention de payer le salaire et l'emprisonnement dans le foyer. Les conditions dans lesquelles travaillent les travailleurs marocains et d'autres conditions plus sombres dans lesquelles travaillent les femmes en Arabie Saoudite. Malgré l'affirmation du Maroc, il n'existe aucun accord prévoyant l'emploi dans les services domestiques et les journaux saoudiens parlent souvent de femmes marocaines travaillant dans ce type de travail. Ces dernières années, les médias sociaux ont connu une certaine agitation, en ce qui concerne les publicités pour "la renonciation des travailleuses marocaines en échange d'une somme d'argent au profit du parrain, annonçant les compétences du travailleuse en matière de cuisine, de soins aux personnes âgées et aux enfants et de soins infirmiers", et la déclaration des travailleuses selon laquelle elles ne sont pas empêchées de contacter leur famille. Ces annonces ont provoqué une grande vague de colère, surtout après avoir entendu des témoignages en direct sur les horribles violations auxquelles sont soumis les travailleuses marocaines en Arabie Saoudite. Des insultes qui ne s'arrêtent pas aux agressions sexuelles, mais qui vont au-delà des accusations de corruption et de la demande d'empêcher ce type de travail, de peur que la travailleuse ne soit seule avec son mari

(le KAFEL). Même un groupe de femmes saoudiennes a menacé de démissionner de leur travail et de rester à la maison pour éviter toute friction entre leur mari et la travailleuse domestique, dans une insulte claire et flagrante à la travailleuse marocaine et à ses accusations explicites de corruption. Certaines associations au Maroc ont mis en garde contre les conséquences d'un manque d'attention aux conditions auxquelles est soumise l'employée de maison marocaine.



QU'EST-CE QUE C'EST LE SYSTÈME DUBLIN?



Le système de Dublin établit que les demandeurs d'asile doivent rester dans le pays de première entrée dans l'UE jusqu'au moment où leur demande soit traitée. Cela oblige des milliers de migrants à rester bloqués dans des États comme la Grèce ou l'Italie pendant des mois, voire des années, en attendant. Les migrants sont souvent confinés dans des camps inhumains, comme celui de Moria à Lesbos (Grèce), près de la Turquie. Après la rébellion qui a détruit le camp de Moria, le gouvernement grec, avec l'aide de l'UE, a construit un autre camp temporaire près d'une zone militaire. La Commission européenne est maintenant en train de proposer un nouveau système, qui comprend un "filtrage" des migrants à la frontière – ce qui signifie une autre possibilité pour les autorités locales d'imposer des décisions arbitraires sur la vie des migrants – et l'obligation pour les États européens à coopérer pour un retour rapide des migrants rejetés dans leur pays d'origine. Il est évident que cette proposition est une nouvelle initiative des gouvernements européens contre les migrants, ainsi que toute forme de relocalisation imposée aux migrants par le haut. Nous refusons à la fois le système de Dublin et ces nouvelles propositions, et nous affirmons que pour mettre fin à cette cage qui contraint le mouvement des migrants, tous les migrants doivent recevoir un permis de séjour valable dans toute l'Europe, sans lien avec leur statut, leur travail, leur revenu ou leur famille. C'est la seule façon de démanteler le système raciste qui produit des conditions inhumaines à l'intérieur des camps, oblige les migrants à mourir dans la mer en arrivant en Europe, leur impose une exploitation lorsqu'ils se trouvent dans l'UE et permet à d'autres États, comme la Turquie, d'utiliser les migrants comme monnaie d'échange avec l'UE.

Contre le chantage des documents et du travail. Une lutte commune pour notre liberté

Sylvie - Femmes en grève à l'hôtel Ibis, France



En France, les nombreuses entreprises qui ont recours à des agences de sous-traitance sont principalement basées sur la main-d'œuvre migrante. **Nous, les femmes de chambres de l'hôtel Ibis-Batignolle, employées par la société de nettoyage SNT, sommes en grève depuis 14 mois.** Ils nous imposaient des rythmes insoutenables et de mauvais salaires, en se basant sur le fait que nous sommes des femmes et que nous sommes noires. Notre travail est invisible pour la plupart des gens : lorsque les gens arrivent dans les chambres d'hôtel, ils trouvent tout propre et rangé, mais ils ne savent pas que notre travail, la fatigue, l'exploitation et les menaces sont derrière tout cela. C'est pourquoi nous avons décidé de ne plus accepter les conditions de travail déplorables imposées par les entreprises sous-traitantes. Nous voulons avoir les mêmes droits que les autres travailleurs, nous voulons que notre travail et nos qualifications soient reconnus, nous voulons qu'ils cessent de nous laisser au "grade 1" pour nous payer

moins, nous voulons être internalisés.

Au début, nous avons essayé de trouver un accord informel, mais nos demandes et nos exigences n'ont jamais été entendues. Le groupe Accord, qui possède l'hôtel Ibis, n'avait pas l'intention de négocier, nous avons donc compris que si nous voulions obtenir quelque chose, nous devons nous organiser. Nous nous sommes d'abord tournés vers la CGT-Cleaning, beaucoup d'entre nous étaient syndiqués, mais nous avons vite compris que ce syndicat jouait le jeu des patrons : il nous invitait à être patients, il ne nous informait pas de nos droits. Le travail continuait à être épuisant et nous travaillions avec une peur constante de ce qui pourrait arriver. Mais nous voulions gagner cette bataille, alors nous avons décidé de changer de syndicat et nous sommes allés à la CGT-HPE. Nous avons découvert que nous avions des droits dont nous ne soupçonnions même pas l'existence et nous avons rapidement décidé de faire grève. Quand le patron nous a appelés pour négocier sans nous offrir autre chose que des miettes, nous lui avons

fait comprendre que ce n'était pas un jeu : si nous étions là, c'était pour aller jusqu'au bout. Le patron et les cadres de la CGT ont commencé à nous menacer d'arrêter la grève. Elles ont téléphoné directement à nos maris pour leur dire que si nous poursuivions la grève, elles se retrouveraient bientôt avec un salaire de moins dans leur famille. Plusieurs d'entre nous ont choisi de retourner au travail : nous étions 34 au début, nous sommes maintenant 20, mais nous sommes convaincus que nous voulons continuer jusqu'à ce que nous obtenions ce pour quoi nous nous battons.



La quarantaine a été une période difficile, nous n'avions plus d'argent dans la caisse de grève, alors nous avons peur que ce soit fini pour nous. Heureusement, la CGT-HPE nous a obtenu un chômage partiel qui nous couvrira jusqu'en décembre, mais en attendant, nous ne pourrions pas faire les piquets de grève que nous faisons quotidiennement avant le déclenchement de la pandémie de COVID. **Cependant, nous n'avons pas l'intention de nous arrêter : dès que nous avons pu retourner dans les rues, nous avons recommencé à faire des actions symboliques devant les hôtels** pour montrer au groupe Accord que nous n'avons pas cessé de nous battre. Nous avons sacrifié 14 mois de liberté, de salaire, de vie. Quand on se bat, rien ne tombe du ciel, la gestion de la vie quotidienne devient plus difficile. La grève n'est pas facile, mais nous ne voulons pas abandonner ! Nous sommes sortis du silence pour gagner, nous n'arrêterons pas et nous n'abandonnerons pas le combat.

Toutes les serveuses en grève sont régulières, mais pour celles d'entre nous dont le

permis de séjour a expiré, le contrat n'a pas été renouvelé. L'un d'entre nous a également une nationalité, mais la plupart d'entre nous ont obtenu leurs papiers en travaillant dur, certains d'entre nous les ont obtenus grâce au

regroupement familial.

Beaucoup d'entre nous ont des permis qui expirent à moyen ou long terme, ce qui nous a permis de prolonger la grève.

Bien que nous disposions des documents, nous avons beaucoup travaillé avec les travailleurs migrants sans papiers : nous avons participé aux mobilisations des uns et des autres et nous nous

sommes soutenus mutuellement. Je crois, en effet, que la lutte des sans-papiers pour obtenir les documents n'est pas divisible de la lutte pour l'amélioration des conditions de travail. Vous ne devenez pas libre lorsque vous obtenez les documents. **Les documents ne vous donnent qu'une liberté partielle, une fois que vous les avez obtenus, vous devez continuer à vous battre pour vos droits au travail.** Nous avons les documents, mais nous sommes toujours exploités en tant que travailleuses, femmes, noires. Notre permis de séjour est lié au travail : lorsque vous allez le renouveler, non seulement vous devez payer 300 euros, mais vous devez aussi présenter le contrat et la feuille de paie. Si vous êtes au chômage, vous devez prouver que vous êtes inscrit dans une agence pour l'emploi et que vous cherchez un emploi, mais dans ces situations, ils n'accordent généralement que des renouvellements très courts et si vous n'êtes pas embauché entre-temps, ils cessent de renouveler vos documents. C'est un système d'exploitation qui doit cesser. C'est un mécanisme raciste qui nous oblige systématiquement

quement à faire des travaux misérables : nous ne pouvons pas refuser des emplois sous-payés si nous risquons de perdre nos documents. Les patrons savent que nous avons besoin d'un salaire et pour cela ils nous paient 400 euros pour un travail qui en vaut 1000. Il est donc clair que la question des documents n'est jamais sans rapport avec le travail. Ce lien est partout, même si les lois varient légèrement d'un pays à l'autre. C'est pour ça que je crois que la lutte transnationale est très importante : les problèmes que nous avons à Paris ou plus généralement en France se posent dans toute l'Europe. Chaque pays a des lois différentes qui régissent la régularisation des migrants, mais partout les documents sont liés au travail et donc partout nous sommes obligés d'accepter des emplois médiocres afin de renouveler nos permis de séjour. C'est pourquoi nous devons nous joindre aux luttes des sans-papiers et de tous les migrants en Europe pour dire que, malgré les différentes situations, nous ne sommes pas prêts à accepter ce chantage.

L'immigration touche toute l'Europe, il est donc important que le permis soit européen : nous devons pouvoir nous déplacer librement si nous trouvons du travail ailleurs. Le permis doit être reconnu partout et doit en outre être illimité ; il n'est pas possible de le renouveler chaque année. Le renouvellement continu, c'est nous mettre en cage, nous forcer à travailler dans de mauvaises conditions sans pouvoir dire non. Les permis de courte durée sont un véritable esclavage : vous devez vous rendre en permanence à la préfecture, payer le renouvellement et souvent payer quelqu'un pour vous aider à remplir les papiers compliqués que vous devez faire en ligne. **La lutte pour un permis illimité peut rassembler les migrants et nous devons tous travailler ensemble pour obtenir un permis européen qui nous permette de nous déplacer au-delà des frontières natio-**

nales.

On parle beaucoup de l'Union Européenne, mais on ne sait pas très bien ce qu'est cette union si chaque pays gère et réglemente la vie des migrants à sa manière. Les avantages de l'UE, tels que la libre circulation, doivent s'appliquer à tous, y compris aux migrants. Mais la réalité est qu'il y a deux Europe : celle des indigènes qui peuvent se déplacer pour vivre et travailler où ils veulent et celle des migrants qui sont constamment gênés. **C'est pourquoi le permis doit être européen, sans limites et sans frontières.** Il est également important de délier le permis de travail : si la préfecture arrêta de demander des fiches de paie, les gens n'accepteraient pas de travailler, ils auraient le temps de réfléchir et de marchander les salaires. Si vous avez un permis de séjour européen qui vous permet de vous déplacer où vous voulez, vous avez la possibilité de ne pas accepter un travail lourd et mal payé.

Si nous sommes venus jusqu'en Europe, c'est pour améliorer nos conditions de vie, nous voulons être libres, nous savons que rien ne nous sera donné, nous avons tout sacrifié et nous ne voulons pas revenir en arrière. **Nous sommes sortis du silence, nous sommes en grève depuis 14 mois et nous continuerons à nous battre jusqu'à ce que nos revendications soient entendues, jusqu'à ce que nous gagnions!**

Sur les problèmes des migrants et des réfugiés en Turquie et quelques idées de solutions

IHDK Assemblée Migration et Commission pour les Migrants, Turkey

Les migrants et les réfugiés font partie de notre vie quotidienne en Turquie. En fait, la plupart d'entre nous sont peut-être les descendants de certains ancêtres migrants ou réfugiés. Certains d'entre nous sont des migrants et d'autres ont les voisins migrants/réfugiés. En gardant à l'esprit que le globe entier et toute l'histoire de l'humanité est une collection de migrations - massives ou individuelles - ; la manière dont les êtres humains sont traités en déplacement ou dans les terres qu'ils finissent, est une question qui concerne chacun d'entre nous. Nous devons garder à l'esprit qu'être un Il n'est pas facile de prendre une décision concernant un réfugié ou un migrant, et il se peut qu'elle ne soit pas du tout prise dans certains cas. Les personnes qui fuient la pauvreté économique, la catastrophe écologique, la guerre et les atrocités fuient pour sauver leur vie. Les femmes, les LGBTI+ et les enfants, en particulier, constituent le groupe le plus touché parmi les réfugiés et les migrants.

Les questions particulières que nous, en tant qu'Assemblée des migrations du HDK et Commission des migrants du HDP et Les réfugiés veulent mentionner, en premier lieu, la lutte contre les crimes de haine commis plus facilement et de manière répétée après le déclenchement de la pandémie de covid-19. La diminution des ressources, ou le changement de priorités des l'État laisse les réfugiés et les migrants, qui ont déjà été la partie la plus vulnérable de notre la société, encore plus sans protection. La perspective de les voir comme la source de tout mal est propagée parmi les gens et l'État ne fait rien pour arrêter cette propagande, si elle ne l'alimente pas. Presque tous les jours, nous apprenons que des habitants d'un

quartier ont attaqué un magasin syrien pour de prétendues les délits. Ces attaques finissent le plus souvent par être des efforts de lynchage pour l'ensemble de la communauté syrienne en ce trimestre. La police se contente de surveiller, ou d'intervenir lorsqu'il est trop tard.

Un autre problème vital auquel les réfugiés sont confrontés en Turquie est que le statut de réfugié n'est accordé qu'à ceux qui entrent dans le pays depuis ses frontières occidentales ou vers celles d'origine turque. **Les sans-papiers et les réfugiés et les migrants qui constituent la majeure partie des migrants en Turquie ont des difficultés à aspect de la vie quotidienne : santé, éducation, travail.** Ils se sentent plus vulnérables face à la menace de Le retour involontaire dans leur pays d'origine se profile à leur tête comme l'épée de Damoclès. Ces les gens ont du mal à s'opposer à l'injustice à laquelle ils sont confrontés car ils sont sans papiers, donc ils le font ne pas participer à la vie civile, car ils craignent d'être expulsés. Nouvelles des déportations forcées du rapatriement Les centres du gouvernement turc abondent. Les travailleurs des ONG de migrants et de réfugiés que nous ont des communications étroites avec en Turquie, soulignent à plusieurs reprises qu'il est compréhensible que les réfugiés en Turquie à s'abstenir de se battre pour leurs droits, car ils pourraient être rapatriés de force.

Le statut de sans-papiers de la plupart des réfugiés et des migrants en Turquie est utilisé de manière commode par les capitalistes comme une main-d'œuvre bon marché. Il s'agit en fait d'un projet d'élevage de moutons en Anatolie, car expliqué par le journaliste M. Ercüment Akdeniz dans son article intitulé « Les bergers afghans" à Evrensel, da-

tée du 22 juin 2020 ici : <https://www.evrensel.net/yazi/86595/afganistanli-cobanlar> Il mentionne dans son article que le besoin croissant de bergers en Turquie a augmenté l'afflux de migrants afghans de la frontière orientale, mais la documentation de ces personnes n'a pas augmenté en proportion. Il est plus "rentable" d'engager un travailleur sans papiers qu'un résident ou un migrant en situation régulière. Ainsi, le gouvernement tolère le trafic illégal de ces "travailleurs bon marché potentiels".

Les femmes, les LGBTI+ et les enfants constituent le groupe le plus vulnérable parmi les réfugiés et les migrants. L'Assemblée et la Commission se concentrent sur ces groupes défavorisés plus que sur les autres. Les rapports de viols, de harcèlement et de maltraitance d'enfants proviennent des centres de rapatriement gouvernementaux et des HDP ont à plusieurs reprises mené des enquêtes parlementaires sur ces questions, en vain. Ces crimes peuvent, dans notre être couverts par le gouvernement turc. Les membres du parlement de l'opposition ou les ONG civiles sont n'a pas été autorisé à entrer dans les centres de rapatriement du gouvernement.

Un dernier point auquel nous nous opposons fermement est le fait que le gouvernement turc utilise des millions de réfugiés dans la Turquie comme point de négociation contre l'Europe pour atteindre ses objectifs. Le pire, c'est que cette le marché trouve une contrepartie en Europe et les enjeux pour les réfugiés et les migrants sont élevés. **Nous s'opposer à ces stratégies immondes et les problèmes auxquels les réfugiés et les migrants sont confrontés doivent être abordés comme les questions humanitaires.**

Nous pensons qu'il est de notre devoir de légaliser chaque migrant en Turquie. Ils doivent tous avoir une carte d'identité. Sinon, ces personnes ne peuvent pas accéder aux services de santé et d'éducation de base. Tous

les organes politiques devrait exiger le cadre juridique d'un tel octroi d'identité pour les mi-



grants et les réfugiés, indépendamment de leur origine.

Nous devons garder à l'esprit et faire savoir à tous ceux qui nous entourent que quitter son pays est une dure décision. Nous devons travailler dans nos organisations et dans nos villes pour que ce soit presque une question de vie et la mort. **Il faut considérer qu'un migrant ou un réfugié n'est pas si différent d'un habitant du pays personne qui essaie de gagner sa vie de manière décente, en répondant à ses besoins physiques et psychologiques.** Ces deux Les points essentiels doivent être soulignés et expliqués aux personnes qui ont des sentiments négatifs à l'égard de les migrants et les réfugiés autour d'eux. Ces personnes ne sont pas des concurrents, mais des êtres humains dont la fortune est très liée à chacun d'entre nous. Nous nous élèverons ensemble, ou nous coulerons ensemble. La liberté, la sécurité, la prospérité pour un groupe limité n'existe pas. Tel doit être notre paradigme.

Notre champ de bataille : un permis de séjour européen, illimité et sans conditions

Coordinamento Migranti, Italie



Les luttes des migrants et des demandeurs d'asile en Italie commencent par leurs conditions matérielles quotidiennes de vie. Coordinamento Migranti Bologna (Coordination Migrants Bologne), formé par des hommes et des femmes migrants, demandeurs d'asile et italiens, a commencé à lutter contre l'exploitation des migrants il y a environ vingt ans. Pendant ce processus, en tant que Coordinamento Migranti Bologna, nous avons créé des nouveaux champs de bataille. Nous avons explicitement lutté contre l'exploitation de travailleurs de soins, de l'agriculture et de la logistique. Nous avons lutté contre le racisme institutionnel, imposé dans les centres d'accueil, dans les camps des réfugiés, dans les lieux de travail. Nous avons contesté le permis de séjour en tant qu'outil politique du racisme institutionnel. **Etant en fonction du contrat de travail, du**

salaire, des revenus, des études, ou de la famille, le permis de séjour limite la liberté du mouvement des migrants et demandeurs d'asile et leur accès aux droits fondamentaux. L'urgence liée au Covid-19 a effectivement montré à quel point la lutte pour un permis de séjour est pressante et essentielle car, sans le permis, les migrants n'ont pas même accès au système de santé.

La pandémie a suspendu la vie quotidienne, mais elle n'a pas suspendu le racisme institutionnel, donc nous n'avons pas arrêté de lutter contre lui. Nous avons lutté avant, pendant et après la pandémie. Nous sommes descendus par les rues de Bologne le 30 mai et le 30 juin, peu après la fin du confinement, et nous continuerons à descendre par les rues dans une organisation transnationale le 17 Octobre. Nous savons que les migrants et les demandeurs d'asile vivent les mêmes problèmes en Europe

et au-delà. C'est pour ça que nous sommes impliqués dans la Coordination Transnationale des Migrants (CTM). **En tant que Coordinamento Migranti Bologna, nous pensons qu'une lutte transnationale rend plus décisive notre lutte au niveau général et local.** Nous savons que nous ne pouvons pas lutter contre le racisme si nous ne luttons pas contre le racisme institutionnel.

Le permis de séjour est, en effet, un des éléments clés concernant la vie des migrants et réfugiés dans l'Union Européenne. **Le permis de séjour est utilisé par les gouvernements et les patrons comme outil politique pour subordonner les migrants et les réfugiés et**



pour les invisibiliser. En Italie, comme dans l'Union Européenne, pour demander un permis de séjour, les migrants doivent satisfaire des conditions spécifiques telles qu'un certain montant de salaire et un contrat de travail. Une autre option est le regroupement familial ou les études. Ces conditions nécessaires pour un permis de séjour génèrent d'autres problèmes dans la vie des migrants. Les migrants, qui ont quitté leur pays dans l'espoir d'améliorer leur vie, sont « obligés » d'accepter toutes conditions de travail et de vie inhumaine dans les pays d'arrivée. Les conditions inhumaines dans lesquelles les migrants et les réfugiés sont contraints de vivre constituent une conséquence du permis de séjour. En accord avec les gouvernements, les employeurs essaient de maintenir les salaires

bas, en utilisant les conditions liées au permis de séjour comme instrument de chantage. Ils pensent que les migrants et les réfugiés accepteront tout pour ne pas perdre leur permis de séjour et risquer l'expulsion.

Souvent, les femmes et les enfants demandent un permis de séjour au titre du regroupement familial. Les personnes mariées à un citoyen européen ou à une personne ayant des papiers sont plus susceptibles de demander un permis de séjour dans le cadre du regroupement familial, qui a une durée plus longue qu'un permis de séjour lié au travail. **En outre, les femmes migrantes, et celles qui ne sont pas migrantes, gagnent moins que leurs homologues masculins et leurs copains, ce qui fait du regroupement familial la seule option viable pour obtenir un permis de séjour.** L'urgence du Covid-19 rend plus visible que les femmes gagnent des salaires plus bas tout en travaillant davantage à la maison. La fermeture des écoles, des crèches et des camps de vacances a également alimenté dans plusieurs couples la décision des mères, plutôt que des pères, de renoncer à travailler pour la raison même de la disparité des salaires perçue par les femmes. Cela renforce la division sexuelle du travail et ça veut dire que le travail domestique et de soins sont encore majoritairement effectués par les femmes et surtout par les femmes migrantes.

En conséquence, la plupart des femmes migrantes sont contraintes de rester chez elles, devenant ainsi dépendantes au permis de séjour ou de la citoyenneté de leurs copains pour rester dans le pays d'arrivée. La dépendance aux partenaires masculins devient très problématique lorsqu'il y a de la violence masculine dans la relation. Dans ce cas, les femmes sont obligées de réfléchir plus d'une fois avant de mettre fin à la relation violente ou dénoncer leur partenaire violent. Le permis de séjour par regroupement familial est la manifestation « parfaite » de la manière dont différents

systèmes d'oppression fonctionnent ensemble. Le racisme institutionnel s'ajoute à la violence patriarcale qui rend les femmes migrantes plus sujettes que les hommes migrants à la subordination, à l'invisibilité et au silence.

Les femmes et les hommes migrants continuent à réaliser les travaux essentiels en Italie comme dans le reste de l'Europe quand le monde entier était confiné. **A cet égard, l'urgence du Covid-19 a révélé l'hypocrisie des gouvernements européens en matière de la migration et des frontières. Elle a également montré que leurs vies étaient considérés « sacrificables » car, bien qu'ils fassent out le travail essentiel, leur vies n'étaient pas considérés suffisamment essentiels pour être protégées par les mesures anti-Covid ou pour avoir les aides d'Etat offertes aux citoyens.** Les seuls services et mesures fournis aux migrants par les gouvernements étaient directement proportionnels aux marges de profit de l'employeur. La pandémie a suspendu la vie pendant la quarantaine ; pour les migrants et les demandeurs d'asile, ce n'était pas quelque chose de nouveau. Les migrants et les demandeurs d'asile ont été invisibilisés et vivent aux marges de la société même si le travail migrant est un élément central pour les pays européens. Certains gouvernements européens ont signé des accords bilatéraux avec les pays de l'Europe de l'Est pour ouvrir leurs frontières, « normalement » fermées aux travailleurs migrants. Certains pays européens ont mis en place des « régularisations » limitées de permis de séjour pour embaucher les ouvriers agricoles saisonniers et les travailleurs de soins. En Italie, la régularisation a été un échec dramatique en raison des critères d'éligibilité très restrictifs.

Pour ces raisons, le Coordinamento Migranti soutient la revendication du CTM d'un permis de séjour illimité, sans conditions et indépendant du salaire, de l'emploi et du regroupe-

ment familial pour tous les migrants et demandeurs d'asile. Ces conditions imposées par les gouvernements ne sont que des chaînes pour limiter la liberté des femmes et hommes migrants. **Le permis de séjour sans conditions et illimité nous aidera à briser ces chaînes et à empêcher les gouvernements et les employeurs d'utiliser cet instrument politique pour faire du chantage aux migrants.** L'objectif du permis de séjour en tant qu'instrument politique est d'établir les conditions pour maintenir bas la valeur générale de la main-d'œuvre à un niveau plus large. **C'est pourquoi il n'affecte pas seulement les migrants et les réfugiés mais aussi le reste de la société, c'est pour cela qu'il doit être combattu par tous !**

No Borders Balkans

Infokolpa - Balkanroute, Slovenia

Il est clair que les récits de luttes sont nombreux, les niveaux d'opérations et d'actions sont à plusieurs niveaux, tout comme la question dont nous traitons : le régime. Le régime en question est l'un des les frontières, la violence, l'injustice structurelle, le racisme, le chantage et l'exploitation. Conscients de la nécessité pour faire avancer nos luttes, au-delà et sans frontières, nous avons collaboré avec Solidarité transfrontalière, Réseau de surveillance de la violence aux frontières et autres initiatives locales et transnationales groupes et réseaux. **Nous soutenons que seul un réseau transnational de militants et de collectifs de migrants peut être efficace pour que nos luttes réussissent à long terme.**

Il est désormais clair que les migrants s'attaquent à l'idée de frontières, renversant l'ordre des choses ce qui met leur vie en danger et leur précarité. Nous devons comprendre qu'une grève n'est pas seulement contre les mauvaises conditions de travail, auxquelles sont confrontés les migrants lorsque, finalement, dans l'UE, une grève est également visée contre le régime, un ordre politique qui produit de l'exploitation, du racisme institutionnel et des frontières, qui reproduisent les inégalités, la peur et la soumission involontaire à des conditions fixées par les profits capitalistes.

1. Ces dernières années, nous avons activement fait état de retours en arrière sur la route des Balkans, une l'entrée dans l'UE, en se concentrant sur la Slovénie et la Croatie, d'où les gens sont contraints de rentrer chez eux, généralement vers la Bosnie, un point chaud décourageant sur la route. Récemment, les refoulements ont torréfié de l'Autriche et de l'Italie, en passant par la Slovénie et la Croatie,

au cours des derniers mois de manière plus intense de la Serbie et de la Macédoine vers la Grèce, un pays qui ne peut pas bien gérer la situation. La Moria en est un exemple amer. Les refoulements et les chaînes de refoulement sont le fait de la police, de l'armée et des paramilitaires: illégalement et sans procédure régulière, souvent avec violence.

Après avoir recueilli des témoignages par le biais de mécanismes semblables à ceux des téléphones d'alarme, **nous demandons à la que les autorités soient tenues responsables des refoulements et autres actes illégaux et criminels contre les personnes en mouvement.** Toutefois, les autorités slovènes estiment que la Croatie respecte les lois sur les droits de l'homme puisque "elle est membre de l'UE" et que la Bosnie est un pays sûr pour les migrants. Nous considérons que cette argumentation est pauvre et inadéquate. Elle néglige les conditions dans les camps, brutalité policière, violence de rue et sexuelle, faim, froid, malnutrition, insalubrité conditions de vie et le manque d'abri. La Bosnie n'est pas un pays sûr pour les migrants. Les autorités slovènes L'argument néglige également le fait que l'UE finance la technologie de surveillance des frontières, les armes, et des politiques de campement désintéressées, qui se traduisent toutes par des morts aux frontières.

2. Les migrants, tant dans les camps que dans les "foyers" d'asile dans les Balkans, refusent d'être réduits au silence : ils protestent en effet en silence, mais ils se tiennent également debout avec des banderoles demandant justice. Ils ont même la douleur de l'individu pour exprimer et illustrer leur position contre la torture, les conditions inhumaines, la violence de la police, la négligence politique et sociale de l'UE à l'égard de leur vie. Au moment où



nous écrivons ces lignes, en septembre Le 15 décembre 2020 à 17h58, une grève de la faim de 48 heures est en cours au Centre pour les étrangers de Postojna, Slovénie. Plus de dix personnes sont frappées. Nous exigeons que les Centres pour les étrangers soient fermés immédiatement et toutes les personnes détenues sont libérées et logées ailleurs.

Il est intolérable que des personnes soient enfermées dans des conteneurs dont la circulation est sévèrement limitée sans motif légal. Il ne s'agit pas simplement de conditions de vie semblables à celles d'une prison, mais d'une véritable prison. Trois mois sans droits respectés, sans aide médicale, sans nutrition et sans soins. Et après s'être levé pour eux-mêmes, leurs droits ont encore été niés, leurs appels ont été ignorés par de ses installations, de ses services gouvernementaux et des politiciens insensibles qui les ont mis dans le premier lieu. Les détenus sont devenus malades et fatigués, comme ils sont devenus malades et fatigués de la police l'utilisation de menaces et de chiens policiers pour les contenir, tout cela au nom des nouveaux parangons de l'ignorance du bloc Višegrad : sûreté, sécurité, protection. En 2019 et 2020, il y a eu des protestations dans les camps de Bihać et Velika Kladuša, lorsque les migrants se sont rassemblés pour montrer que leur vie compte. Les per-

sonnes détenues dans des conditions inhumaines continueront à protester, exprimer leurs griefs et exiger que leur droit à la liberté et à l'asile soit respecté. Nous nous levons en signe de protestation et de solidarité avec eux.

3. L'hypocrisie du régime n'a pas de fin. Il n'offre que peu ou pas de considération aux migrants et la sécurité des travailleurs précaires, même en période de COVID, lorsqu'ils sont nécessaires comme les travailleurs essentiels pour aller dans les champs, les usines ou les chantiers de construction. C'est ce qui est apparu lorsque Les travailleurs serbes ont dû rester en Slovénie et dormir dans leur voiture pendant la période de pointe du COVID pandémie. Pendant un certain temps, le gouvernement serbe a rendu difficile le retour de ses citoyens à leur domicile en Serbie, prouvant ainsi que les documents et la citoyenneté ont effectivement une signification différente et ont une valeur différente dans différentes parties du monde. Un tel conditionnement administratif de la vie humaine ne peut pas être la façon dont nous valorisons la vie. Nous nous opposons à la façon dont la sécurité du régime et la sécurité sont sélectives et exclusives - généralement, elles ne sont accessibles qu'aux personnes munies de documents de l'UE. Et dans cette optique, la demande d'asile ne devrait pas être le seul moyen d'assurer la sécu-

rité des personnes à la recherche d'un avenir moins précaire pour eux-mêmes et leurs familles. **C'est pourquoi nous demandons des papiers pour tous et un permis de séjour inconditionnel tout en étant bien conscient que nous ne pouvons pas lier la valeur de la vie des gens sur un morceau de papier.** Personne n'est illégal.

Il est difficile d'obtenir un accès équitable au marché du travail pour les demandeurs d'asile en Slovénie. Pour neuf des mois après l'arrivée, le demandeur d'asile n'est pas autorisé à travailler, limité par un travail inaccessible permis. Si un demandeur d'asile reçoit une décision négative concernant son cas, il ne peut pas travailler pour l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. Toute la durée de la procédure d'asile, qui peut prendre des années. Ainsi, les demandeurs d'asile perdent leur dignité et sont contraints de chercher du travail dans l'économie souterraine, qui est souvent liée à la clandestinité des criminels. Nous exigeons que tous les travailleurs migrants aient un accès immédiat et un accès équitable au marché du travail.

4. Il y a aussi des batailles juridiques à mener. Le Tribunal administratif de la République de Slovénie a récemment décidé, dans le cas d'un plaignant camerounais, que l'expulsion de migrants vers la Croatie par la police slovène est une violation systématique des droits de l'homme. Au cours des deux dernières années et demie ans, la Slovénie a expulsé 19 000 personnes par une procédure abrégée et sans vérifier si, en Croatie, les personnes sont exposées à des traitements inhumains. Nous attendons un rapport final épilogue de cette affaire qui, espérons-le, aura lieu à la Cour constitutionnelle en faveur de la plaignant.

L'affaire érythréenne est une autre histoire. L'Érythrée elle-même, un abus de pouvoir, un pays capturé et détruit par une dictature militaire qui n'a cessé de mettre en danger la vie des gens en ravageant les foyers, les familles et

l'établissement de camps de travail de concentration, faisant de l'évasion la seule option pour beaucoup. 80 % des demandeurs d'asile érythréens en Europe obtiennent le statut de réfugié. Cependant, la Slovénie ne le permet pas, en rejetant les demandes d'asile érythréennes, de manière fantasmagorique considérant l'Érythrée comme un pays sûr.

D'autres changements négatifs sont à venir pour le secteur juridique en Slovénie, notamment avec la loi sur les étrangers et la loi sur la protection internationale : en cas de conditions de migration aggravées ou d'une "crise complexe", la nouvelle loi prévoit des restrictions à l'entrée des étrangers dans le pays et permet le rejet des demandes d'asile sans traitement individuel.



Nous affirmons qu'il est temps d'établir **un réseau solide et coopératif de juristes** qui défendront conjointement les droits de l'homme et les libertés des personnes en déplacement et lutteront contre des systèmes et des régimes oppressifs, discriminatoires et violents.

5. La lutte n'est pas seulement juridique et politique, mais elle est aussi quotidienne, ancrée dans la vie des personnes et leurs besoins quotidiens: vêtements, logement, nourriture, médicaments et aide médicale, téléphones, et les soins humains. Alors que beaucoup sont bloqués dans des camps, beaucoup vivent dans la rue à Bihać, Sarajevo et Velika Kladuša, en Bosnie, ou dans les rues de Šid, en

Serbie, ainsi que dans d'autres villes, dans leur des camps et des squats de fortune. Tout au long de la route des Balkans, les gouvernements détruisent en évitant de les enregistrer ou de leur permettre d'accéder à leurs droits fondamentaux et à l'aide juridique. Locaux sont déconseillés d'être solidaires des personnes en déplacement, parfois même la criminalisation des actes de solidarité. **Des politiques de logement appropriées et la dépenalisation de la solidarité sont notre lutte commune.**

La situation, en particulier dans les points chauds, produit des explosions de violence, de racisme et d'abus les migrants : certains magasins portent déjà des panneaux indiquant que les migrants ne sont pas autorisés à acheter des produits alimentaires, tandis que L'OIM ne fournit pas d'aliments nutritifs aux populations, et bien que de nombreuses personnes se voient refuser l'accès à camps. Ils ne sont pas autorisés à monter dans les bus, et doivent donc marcher pendant des semaines dans des forêts rudes de La Bosnie. En réponse, ils bloquent les routes en signe de protestation. Certains groupes de locaux sont travailler sans relâche pour lutter contre l'intolérance et la discrimination au niveau local, en offrant un soutien aux personnes besoin. 400 des 8000 migrants en Bosnie sont piégés entre les entités frontalières de la Canton d'Una-Sana en Bosnie et Republika Srpska.

À l'époque de Covid-19, nous avons pu constater combien il est important de maintenir non seulement les réseaux locaux mais aussi un soutien transfrontalier pour relier les luttes locales afin d'établir une infrastructure alternative de l'aide et de la disponibilité d'une réponse aux besoins des nombreux rebelles aux frontières et l'exploitation.

Nous devons frapper la production et le financement européens de la violence sur la route des Balkans et au-delà, là où les caméras thermiques, les dents des chiens et les coups

de feu atteignent. Les agents de sécurité, la police, Les paramilitaires et les politiciens qui chassent les gens, apportent l'injustice, la douleur, la torture et la mort doivent être arrêté et tenu pour responsable. Les transactions de vente d'armes à feu et d'autres armes, la frontière l'équipement de fortification, la technologie de surveillance et les politiques de discipline et de restriction des La circulation doit être interdite. Les médias qui encouragent la violence, la tromperie et le racisme, la discrimination doivent être interrompus et tenus pour responsables. La cupidité et la gloutonnerie des profiteurs et les capitalistes doivent être éliminés. L'exploitation, l'extorsion et la torture systémique doivent cesser. Nous en avons assez des divisions entre les gens, et de l'état actuel des choses dans lequel nous ne sont que de simples chiffres ou outils.

Nos voix polyphoniques sont unanimes dans ce contexte : nous devons faire un pas de la solidarité à l'organisation politique transnationale. Pour réorganiser, politiser et construire une organisation politique transnationale forte l'infrastructure dans tous ses aspects. Pour endommager et démanteler les piliers du régime actuel et société qui non seulement permet mais aussi produit et parraine l'exploitation des migrants, des travailleurs, les femmes, et la nature.

Luttes locales, luttes communes

Red Solidaria de Acogida, Espagne

Le RSA est un réseau citoyen non partisan, autogéré et féministe qui est né il y a un peu plus de cinq ans lorsque quelques centaines de personnes ont commencé à se rencontrer sur les places de Madrid, dans le but de trouver comment aider dans la situation des réfugiés qui sont venus en Europe. Notre lutte depuis lors s'est concentrée sur deux aspects:

Dénoncer les politiques européennes, nationales et municipales qui discriminent et pénalisent les personnes en mouvement forcé, avec une attention particulière à la frontière sud de l'Espagne, aux lois d'accueil et d'immigration, aux multiples violations des droits humains qui sont à l'origine des mouvements migratoires forcés (guerres, changement climatique et catastrophes environnementales, faim, capitalisme, persécution des personnes LGTBI et autres manifestations de patriarcat, etc.). Le tout à travers des manifestations, des conférences, des campagnes de réseau, des actions directes, ...

Accueillir dans notre ville les personnes en transit les moins protégées, en leur offrant notre proximité, nos conseils et notre aide juridique ou financière.

Le RSA a mené au cours des cinq dernières années une action de réflexion, de mobilisation sociale et de plaidoyer politique sur ce que nous considérons comme les frontières extérieures de l'Europe et leur contrôle.

En ce sens, on a organisé, avec d'autres groupes apparentés, des actions de rue, des manifestations et des débats pour:

Rendre visible la situation de violence et d'inhumanité vécue par les personnes bloquées à ces frontières (Grèce / Turquie,

Libye, frontière sud de l'Espagne)

Dénoncer les responsabilités de l'UE et de ses pays membres dans le financement et le soutien logistique des pays qui violent systématiquement les droits de l'homme, en échange d'un resserrement du contrôle aux frontières

Exiger l'ouverture de routes sûres et légales pour ces personnes, ainsi que l'évacuation d'urgence des terribles centres de détention libyens et des îles grecques surpeuplées

Nous pensons que toutes ces luttes sont communes à la majorité des groupes européens qui se mobilisent pour les droits des migrants et des réfugiés, et que grâce à une coordination au niveau transnational, la force et l'incidence de ces luttes seraient bien plus grandes.

En ce qui concerne les actions les plus récentes, pendant les mois de confinement dus à la pandémie, nous avons conçu une campagne en ligne spécifique, «Oublié par le virus», pour garder l'attention sur ce qui se passe dans ces territoires en période de crise. pandémie.

Ces derniers temps, l'une des principales activités du groupe d'accueil a été l'aide aux réfugiés renvoyés par le règlement de Dublin. Une réglementation injuste et inhumaine qui oblige un réfugié à être renvoyé dans le premier pays où il est entré dans l'Union européenne, sans tenir compte des années qu'il a passées dans un autre, de ses racines ou de ses liens familiaux dans le pays où il se trouve. En plus de les accueillir, nous avons mené une lutte judiciaire fructueuse pour qu'ils restituent leurs droits et les traitent comme tout autre réfugié qui arrive dans notre pays.

Pour toutes ces raisons, nous soutenons fermement la lutte pour un permis de séjour inconditionnel pour tous, valable dans toute l'Europe, qui les assimile à d'au-

tres citoyens, et nous nous joignons aux marches et aux actions du 17 octobre pour la défense de leurs droits.

La Marche Nationale Des Sans-Papiers En France

Collectif des immigrants en France (CIF), France



Nous sommes une association située à Paris qui a pour l'objet de défendre les droits de tous individus sans distinction de genre, de nationalité, d'opinion religieuse ou de statut social, aide administrative et aux personnes en difficultés et tous objets similaires, connexes ou complémentaires ou susceptibles d'en favoriser la réalisation ou le développement. Le 30 mai et pendant le confinement, **des milliers de sans-papiers exploités dans les pires conditions ont défié l'interdiction des manifestations à Paris** et dans plusieurs autres villes, puis le 20 juin, une fois de plus, mais en plus grand nombre que la première fois, des

dizaines de milliers de sans-papiers et de soutiens ont manifesté à Paris et dans plusieurs autres villes, comme (Marseille, Rennes, Montpellier, Strasbourg...), mais l'Etat n'a pas réagi, PAS DE MOT pour les sans-papiers qui ont été en première ligne pendant toute la durée de l'enfermement, PAS DE MOT pour les sans-papiers exploités dans les pires conditions de précarité, PAS DE MOT pour les sans-papiers qui ont perdu leur emploi et PAS DE MOT pour les sans-papiers détenus dans les centres de rétention administrative. Le 19 septembre, plusieurs villes ont commencé la marche vers l'Elysée et dans d'autres villes commenceront le 3 octobre, Ces marches con-

vergeront le 17 octobre à Paris pour se rendre à l'Élysée. Nous manifesterons en hommage à toutes les victimes du colonialisme, du racisme et des violences policières, à toutes les victimes des politiques anti-migratoires et pour la régularisation de tous les sans-papiers. **Nous ne sommes pas tous les mêmes sous le toit d'une société qui refuse l'égalité des droits sous prétexte de nationalité, d'origine et de couleur de peau.**



Nous démontrerons parce que c'est simplement une question d'égalité et de dignité. La fermeture des centres de détention, le logement pour tous et la régularisation pour tous. Plusieurs centaines d'entre nous, sans-papiers en tête, vont traverser ce pays où nous vivons, venus du sud, du nord, de l'est et de

l'ouest, appuyés par la solidarité des habitantes et habitants sur les ronds-points, les routes, les places de nos villages, les quartiers de nos villes. « Monsieur le président, nous marchons. Des quatre coins du pays, pour l'égalité, nous marchons ». Cette marche a dépassé les frontières, auront des manifestations, rassemblements et des marches dans autres pays comme (Italie, Espagne, Turquie, Maroc...). Cela signifie une

seule chose que tous les pays sont solidaire avec les sans-papiers après tous ce qu'ils ont vécu pendant le confinement et ils continuent a vivre durant cette crise sanitaire. **LES SANS PAPIERS MÉRITENT D'OBTENIR LEURS PAPIERS ET DE VIVRE UNE VIE COMME TOUT LE MONDE.**

Egales, égales, personne n'est illegale

Collectif des sans papiers de Marseille 13, France

J'ai passé un an et demi à Marseille. Je suis arrivé en France de la Tunisie et au début je travaillais dans la restauration, mais avec le confinement, comme **je n'avais pas des papiers, j'ai perdu mon boulot.** La même chose est arrivée à beaucoup de migrants qui travaillaient dans la construction, les services de nettoyage et tous les travaux précaires. J'ai passé cinq mois sans travail, mais j'avais un loyer à payer et ma famille dans mon pays à aider : c'était vraiment dur. J'étais prêt à faire n'importe quel travail, mais sans papiers, c'est

compliqué. C'est pourquoi je me suis mobilisé pour chercher une solution à tout cela, non seulement pour moi, mais aussi pour tous les sans-papiers dans ma condition. Je sais que **nous ne devons pas lâcher, même si cela semble très difficile.**

Au début, nous n'étions que deux mais nous voulions pouvoir organiser la **manifestation du 30 mai** qui était appelés à Paris. Nous sommes allés voir différents collectifs et associations. Le 30 mai, nous avons fait deux manifestations différentes des sans-papiers, nous



étions encore divisés et la participation était encore réduite. Là, nous avons compris qu'il fallait **créer un collectif unique qui rassemblerait tous les groupes de sans-papiers, de demandeurs d'asile et de réfugiés de Marseille, seuls nous ne pouvions rien faire.** Le collectif El mamba e la Cimade nous ont beaucoup aidé, il nous a donné tous les contacts des groupes et associations qui se mobilisent auprès des migrants et des réfugiés. Nous avons ensuite eu une première réunion avec une cinquantaine de personnes et une quinzaine d'associations (à Marseille, chaque arrondissement a sa propre association ou son collectif) au siège de Solidaires. **C'était la première fois que toutes ces associations se rencontraient en essayant de s'organiser et de se coordonner.** L'idée était de créer un collectif regroupant toutes les associations en son sein, qui pourrait prendre toutes les décisions ensemble. Nous avons décidé d'organiser ensemble la **manifestation du 20 juin** et nous avons commencé à y travailler, en ayant des réunions chaque semaine, en impliquant de plus en plus de groupes, pas seulement sans papiers : il y avait aussi la CGT, Solidaires,

la CNT et surtout El Mamba. Le 20 juin il y avait **5000 personnes à la manifestation : c'était un événement énorme pour Marseille.** Nous avons revendiqué des **documents pour tous les sans-papiers sans exception, la fermeture des CRA (Centre de Rétention Administrative), logements pour tous et toutes.** Nous voulions et nous continuons à vouloir une **régularisation sans exception, c'est-à-dire indépendante du travail.** Nous menons une vie comme tout le monde, mais nous avons besoin de documents pour nous déplacer, pour retourner dans notre pays quand nous le voulons, pour pouvoir travailler.

Après la première réunion de ce nouveau réseau, nous avons créé un **collectif qui défend les droits des étudiants sans papiers.** La plupart d'entre nous ignorent la possibilité de reprendre leurs études, mais nous voulons avoir la chance d'étudier et de terminer notre carrière universitaire comme tout le monde, car sinon nous n'avons pas d'avenir. Certaines associations, comme le Resf (Réseau Education Sans Frontières), et aussi des avocats

nous ont aidés, nous avons commencé à avoir des réunions avec des sans-papiers, des demandeurs d'asile, des familles défavorisées (c'est-à-dire des familles dont les parents ne travaillent pas, dont les enfants n'ont pas d'avenir et paient pour le fait que leurs parents n'ont pas de papiers). Pour les étudiants sans papiers, tout est très compliqué car après l'obtention du diplôme, s'ils décident de faire un master - surtout ceux qui sont professionnalisantes - ils doivent faire des stages en alternance avec les études, mais s'ils n'ont pas des papiers ils ne peuvent pas travailler, donc les études s'arrêtent. Sans documents, c'est toujours un cercle vicieux : on se retrouve toujours avec rien dans les poches. J'ai, par exemple, un diplôme et un master 1, mais il n'est pas reconnu ici. Je dois travailler en faisant n'importe quoi pour survivre : dans la restauration, dans les bâtiments sans aucune chance de progresser et d'avoir un bon salaire, même si j'ai les compétences pour faire autre chose. Malheureusement, je ne suis pas le seul : **nous, les sans papiers, nous sommes immédiatement déqualifiés et beaucoup moins payés.** C'est pourquoi nous **nous engageons dans la lutte pour les permis de séjour, nous ne pouvons pas perdre espoir, un jour nous les obtiendrons tous. C'est un problème politique, les gouvernements nous refusent les documents pour nous diviser** : Si tu es noir ou arabe, tu ne peux pas travailler, tu ne peux pas cohabiter avec les autres, tu es différent ! Tu es toujours contrôlé par la police. Si tu es arabe, tu es mal payé, si tu es noir et tu es fort, on t'exploite. Il s'agit d'une politique raciste qui nous empêche de vivre, de survivre et d'être libres.

Après l'événement du 20 juin, nous avons continué à tenir des réunions avec ce collectif qui a rassemblé toute de Marseille, **nous avons fait beaucoup d'actions et des manifestations, même petites mais significatives : devant la Préfecture, devant le CRA de Marseille** (qui

est l'un des plus grands de France). Tout a été spontané, les associations nous ont aidés, par exemple pour imprimer des tracts, des affiches et des banderoles. Mais nous avons vraiment réussi à créer quelque chose de nouveau, **nous nous sommes vraiment organisés pour montrer que nous sommes là et que nous luttons pour nos vies. La lutte à Marseille ne s'éteindra pas, nous sommes très motivés.**

Au début, l'idée de faire une **marche des sans-papiers de Marseille à Paris** nous a semblé folle car en hiver, il est important d'être sûr d'avoir des endroits pour dormir, pour manger, pour se reposer à chaque étape. Donc nous sommes venus, en tant que porte-parole de Marseille, à Paris pour comprendre comment l'organiser. Mais ensuite, nous avons commencé à trouver des financements, des contacts avec toutes les villes que nous devons traverser, en assurant des aides à chaque étape. **Les sans-papiers sont maintenant en marche, avec un grand soutien des groupes, collectifs et associations.**

Pour nous, la dimension internationale de la lutte des migrants est très importante. Le combat ne peut se limiter à un seul pays, plus nous sommes à défendre notre cause, plus nous aurons de succès. **C'est une lutte obligatoire non seulement en France, mais dans toute l'Europe et au-delà.** Même en Tunisie, au Maroc, dans les pays arabes, il y a le problème du racisme, là aussi il y a des migrants africains qui arrivent pour améliorer leur vie, mais qui se retrouvent dans la même situation que nous : ils ne peuvent pas reprendre leurs études, ils ne peuvent pas travailler, et même s'ils travaillent, ils sont exploités, les patrons en profitent. **Cela se passe partout : en France, en Europe, en Afrique. C'est pourquoi une coordination transnationale des collectifs qui peuvent lutter ensemble est essentielle.**

Mosawate Égalité - Feminist Collective, Morocco

Groupe féministe marocain (hommes et femmes) luttant pour un changement social, démocratique et écologique radical. Notre projet est nourri par les luttes des travailleurs, des femmes des communautés indigènes et culturelles, des écologistes et des anticolonialistes. Notre magazine Mosawat (Égalité) et notre page Facebook est un outil de formation, d'information et de construction de la solidarité.

Infokolpa - Balkanroute, Slovenie

Il opère à Ljubljana, en Slovénie, aux frontières de l'UE, en tant que collectif informel de migrant(e)s auto-organisé(e)s, de locaux, de demandeurs d'asile, de réfugiés, de militants, d'associations, d'individus et de groupes.

Coordinamento Migranti, Italie

Un collectif de migrants et d'Italiens, femmes et hommes, qui s'oppose à la loi italienne sur les migrations et aux règlements de l'UE qui, grâce au lien entre le permis de séjour et le contrat de travail, font des migrants une main-d'œuvre spécifique destinée à être exploitée ou expulsée en fonction des besoins du marché. Nous nous opposons à tout type de racisme et affirmons le rôle politique des migrants dans leurs luttes dans les pays de l'UE et hors UE.

HDK Migration Assembly and HDP Commission for Migrants, Turkey

Peoples' Democratic Congress (HDK) est une union de mouvements, organisations et partis politiques de gauche en Turquie qui, depuis 2011, vise à recréer fondamentalement la politique turque et à représenter les personnes opprimées et exploitées qui sont confrontées à la discrimination ethnique, religieuse ou sexuelle. Le People's Democratic Party (HDP) est le troisième plus grand parti au Parlement turc. La Commission du HDP pour les migrants est l'une des différentes commissions.

Femmes en grève à l'Hôtel Ibis, France

Les employés de nettoyage de l'hôtel Ibis Batignolles, en grève depuis 14 mois contre l'exploitation des travailleurs sous-traitants et contre le racisme.

Collectif des immigrants en France (CIF), France

C'est une association située à Paris qui a pour objet la défense des droits de toutes les personnes sans distinction de sexe, de nationalité, d'opinion religieuse ou de statut social, l'assistance administrative et l'aide aux personnes en difficulté et tous objets similaires, connexes ou complémentaires ou susceptibles de favoriser leur réalisation ou leur développement.

Collectif des sans papiers de Marseille 13, France

Collectif de sans papiers, réfugiés, demandeurs d'asile regroupant différents groupes, associations et collectifs à Marseille.

Red Solidaria de Acogida, Spain

Le RSA est un réseau citoyen non partisan, autogéré et féministe qui est né il y a un peu plus de cinq ans lorsque quelques centaines de personnes ont commencé à se rencontrer sur les places de Madrid, dans le but de trouver comment aider dans la situation des réfugiés qui sont venus en Europe.

Facebook: TRANSNATIONAL MIGRANTS COORDINATION

transmigrcoordination@gmail.com

**TRANSNATIONAL
MIGRANTS
COORDINATION
#170**



**Refuse institutional
blackmail,
refuse racist violence:
European residence permit
for all!**